**NOTICE DE SELECTION**

**Recrutement d’un(e) consultant(e) International (e) pour l’analyse genre et de l’impact des changements climatiques sur les Peuples Autochtones**

**Référence du dossier :** **015/IC-NATIONAL/PNA/2019**

Date : 12/04/2019

**Pays :** République Démocratique du Congo, Ville : à Kinshasa

**Description de la mission :** Un(e) Consultant(e) pour l’analyse genre et de l’impact des changements climatiques sur les Peuples Autochtones

**Niveau de poste et d’expérience :** Consultance, International

**Intitulé du projet : PNA (CIDD)**

**Durée de la mission :** 20 H/J (jours travaillés), répartis sur 50 jours calendaires.

Prière envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l’adresse e-mail[**soumission.goma@undp.org**](mailto:soumission.goma@undp.org) avec mention de la référence et intitulé du dossier**.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le jeudi 25 avril 2019 à 16h heure de Kinshasa**

**Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

N’hésitez pas à écrire à l’adresse [soumission.info@undp.org](mailto:soumission.info@undp.org) pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

Les offres sont publiées sur les sites suivants du PNUD :

<http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=>54569

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

**1. Contexte :**

|  |
| --- |
| Le territoire de la République Démocratique du Congo (RDC), d'une superficie de 2.345.409 km2 et à cheval sur l'équateur, est composé d'un bassin central (entouré de montagnes à l'est et au sud-est), de plateaux et d'une plaine littorale. Elle dispose de quatre zones climatiques : climat équatorial dans le bassin central, climat tropical humide au nord et au sud de l'équateur, climat tropical sec le long de la côte et climat montagneux à l'est. Le pays est doté d'abondantes ressources naturelles, avec un dense réseau hydrographique, une méga-biodiversité, de multiples sources potentielles d'énergies, de nombreux gisements de minerais et une vaste superficie forestière de 152,6 millions d'hectares.  Avec une population estimée à 78 millions d'habitants, l'agriculture pluviale représente la principale source de revenus pour la majorité. L'agriculture paysanne y occupe 70% de la population active, mais contribue à seulement 20% du PIB. Les secteurs des services et de l'industrie emploient 34% de la population active et représentent près de 80% du PIB. La RDC dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. Sa végétation peut supporter un élevage de 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700.000 tonnes de poisson par an. Paradoxalement, 77% de la population vivent avec moins de 1,9 dollar par tête / par jour et 7,7 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire aigue dans les zones rurales. La majorité de la main d'œuvre est occupée par des emplois à faible valeur ajoutée. L'indice de développement humain de la RDC est l'un des plus bas au monde[[1]](#footnote-1).  Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC, 2014), la RDC sera affectée par le changements climatiques de diverses façons. Avec une augmentation probable des températures de 3ºC à 5ºC au cours du prochain siècle, la durée des saisons de pluies deviendrait courte et variable, avec des pluies de forte intensité, impactant sérieusement sur les principaux secteurs économiques du pays très sensibles au climat (agriculture, hydroélectricité, etc.). Il y a un risque de graves inondations, des pertes en vies humaines, une multiplication des maladies d'origine hydrique, la destruction des infrastructures et des logements, et de grave érosion des sols induisant l'appauvrissement des sols et une baisse des rendements et des moyens de subsistance. L'incertitude croissante planant sur le secteur agricole - combinée au faible capacité d'adaptation - augmentera les obstacles à la sécurité alimentaire et au développement social. Les populations pauvres des zones urbaines ainsi que les petits exploitants sont les plus exposés aux risques climatiques et seront les plus touchés par l'épuisement induit des ressources.  Aussi, le pays s'investit-il à bâtir la résilience de son économie et de ses populations, dans une approche proactive à moyen terme, afin de réduire leur vulnérabilité aux risques climatiques, dans le cadre d'une planification intégrée. C'est dans cette optique que se situe le projet d'appui au processus " Plan National d'Adaptation " (PNA), approuvé par le Fonds vert pour le climat (GCF). Il appuiera, dans un cadre pilote, la planification de l'adaptation aux niveaux national et provincial (Kinshasa, Kwilu, Tshopo, Haut Katanga et Kongo Central), pour des secteurs prioritaires comme l'agriculture, le développement rural, la gestion de la zone côtière, la biodiversité, l'énergie, les transports, et l'eau et l'assainissement.  Par ailleurs, la protection de l’environnement et l’adaptation aux changements climatiques constituent l’un de sept objectifs stratégiques du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) (2017-2050). Cependant, l’adaptation aux changements climatiques n’est pas encore assez intégrée dans tous les documents et secteurs. De surcroît, le pays a ébauché sa Politique, Stratégie et Plan d’action pour le Changements climatiques (PSPA-CC) (2016-2020) qui ne prend pas en compte le genre et demeure très limité et non encore mise en œuvre.  Le Projet PNA propose trois résultats :   * **Résultat 1 :** la mise en œuvre de la PSPA-CC 2016-2020 est facilitée grâce au renforcement du cadre juridique et institutionnel et au renforcement des capacités pour la planification de l’adaptation au changements climatiques * **Résultat 2 :** Les priorités d’adaptation et de développement en matière de changements climatiques sont alignées et reflétées dans le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), le Plan National d’Investissement pour l’Agriculture (PNIA) et les Plan de Développement Provinciaux (PDP) des provinces prioritaires * **Résultat 3 :** des options de financement pour les investissements d’adaptation dans l’agriculture et le développement rural, la biodiversité, les zones côtières, la santé, l’aménagement du territoire et l’énergie sont identifiées avec le soutien du secteur privé.   Il a été officiellement lancé le 08 février 2019 par le Ministre de l’Environnement et Développement Durable au cours d’un atelier auquel différentes parties prenantes ont pris part, notamment le Ministre de la Coopération Internationale, la Secrétaire Générale au Plan, des Directeurs des Ministères sectoriels, des délégués de la société civile et des Peuples Autochtones, du secteur privé et du monde académique et recherche.  Un Plan de Travail 2019 a été également validé au cours de cette activité et une feuille de route a été adoptée. Ce plan de travail prévoit des études et activités spécifiques à mener au premier semestre de cette année en vue de produire une stratégie exhaustive de renforcement des capacités des institutions ciblées en matière de planification de l’adaptation aux changements climatiques sensible au genre dont un rapport semestriel doit-être soumis au Fonds Vert pour le Climat (FVC) au mois de juillet 2019.  C’est dans ce cadre que le PNUD cherche à recruter un (e) consultant(e) international(e)chargé(e) de l’analyse de la parité hommes-femmes et de l’impact des changements climatiques sur les peuples autochtones en considérant quatre secteurs prioritaires du document de Politique Stratégie et Plan d’Action en matière de Changements Climatiques (PSPA-CC): (1/ agriculture et développement rural ; 2/ conservation des écosystèmes forestiers et de biodiversité ; 3/ énergie, transport et qualité de vie (eau potable, hygiène et assainissement) ; 4/ gestion intégrée et d'adaptation des zones côtières ).  **Objectifs de la mission**  L’objectif du diagnostic est de procéder à une analyse approfondie du genre et de l’impact des changements climatiques sur les Peuples Autochtones en vue de promouvoir le développement durable.  De façon spécifique, il s’agit de :   * Faire une analyse genre du contexte socio-culturel et du cadre institutionnel et organisationnel des Peuples Autochtones dans les quatre domaines prioritaires sus-évoqués ; * Etablir l’état des lieux des disparités et des opportunités des hommes et femmes, des filles et garçons en termes de résilience face aux changements climatiques dans les quatre domaines prioritaires ; * Proposer un plan de renforcement de la résilience des Peuples Autochtones face aux changements climatiques, fondé sur le principe d’égalité homme-femme et d’équité de genre. |

**2. Rôles et responsabilités**

|  |
| --- |
| Sous la supervision générale du Team Leader de l’Unité Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD), en étroite coordination avec le Coordonnateur du Pilier CIDD avec l’appui de l’analyste au programme du PNUD en charge de la composante « Changements climatiques et Economie Verte » (CCEV), et sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PNA.  Le (la) Consultant(e) pour l’analyse genre et de l’impact des changements climatiques sur les peuples autochtones sera chargé(e) de :   1. Analyser les us et coutumes qui influencent les inégalités de genre chez les Peuples Autochtones ; 2. Analyser la répartition du travail entre les hommes et femmes dans les 4 domaines prioritaires auprès des Peuples Autochtones ; 3. Identifier les principales inégalités de genre et comment elles impactent sur la résilience des hommes et des femmes face aux changements climatiques ; 4. Identifier les besoins spécifiques et les priorités des hommes et des femmes, des filles et des garçons en matière d’adaptation aux changements climatiques dans les quatre domaines prioritaires ; 5. Identifier les besoins stratégiques et les opportunités de développement, prenant en compte le genre dans les quatre domaines prioritaires, en référence aux Objectifs de Développement Durable 5 et 13 ; 6. Identifier les comportements à promouvoir en termes d’équité de genre dans les 4 domaines prioritaires chez les Peuples Autochtones et les facteurs et motivations y afférents ; 7. Identifier les acteurs clés (champions)susceptibles d’induire le changement positif de rapport de genre dans les quatre domaines prioritaires et comment mettre à profit leurs influences ; 8. Élaborer un guide de prise en compte des questions de genre chez les Peuples Autochtones face à la résilience aux changements climatiques ; 9. Rédiger le rapport de la mission.   **Méthodologie de travail**  L’évaluation sera conduite par un (e) consultant (e) international (e) qui doit adopter une approche participative et inclusive. Il sera question des entretiens et réunions avec les autorités locales et traditionnelles, les responsables de l’administration publique, les organisations des Peuples Autochtones et les organisations des femmes qui évolue dans les secteurs sensibles aux conditions climatiques ainsi que les organisations de la société civile et le secteur privé.  Après la signature du contrat, le (a) consultant (e) aura 02 jours pour préparer le cadrage méthodologique et une feuille de route. Le (a) consultant (e) va interagir avec les Peuples Autochtones dans les provinces de Kwilu, Tshopo, Haut Katanga, Kinshasa et Kongo central pour collecter les informations et les données, conduire des entretiens avec les acteurs clés, et analyser les données. Le (a) consultant (e) rédigera le rapport et le présentera lors d’un atelier national de validation.  Le (a) consultant (e) animera le dudit atelier et rédigera son compte rendu.  La durée du diagnostic est répartie sur 20 H/J répartis sur 50 jours calendaires. Durant la mission, le (a) consultant (e) maintiendra une communication optimale avec le Coordonnateur du Projet PNA et l’Analyste au programme, tous basés à Kinshasa à travers des comptes rendus réguliers succincts, au minimum une fois par semaine.  **Arrangement de mise en œuvre :**  Le travail du consultant sera facilité par l’équipe de gestion du Projet PNA sous la supervision du Coordonnateur de projet, l’analyste au programme du bureau-Pays du PNUD en RDC en charge de l’Environnement, le Directeur du Développement Durable au Ministère en Charge de l’Environnement et l’Autorité Nationale Désignée du Fonds Vert pour le Climat.  L’équipe assurera la coordination, l’organisation et la gestion du processus, y compris la liaison avec les partenaires, l’appui technique et la fourniture de la documentation et des commentaires pertinents au consultant. |

**3. Livrables et tranches de paiement**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| A titre indicatif, les livrables, délais d´exécution et tranches de paiement sont comme suit :   |  |  |  | | --- | --- | --- | | **Livrables /Description** | **Echéance proposée** | **Tranche de paiement** | | Note méthodologique | 2 jours après la signature du contrat | 10% | | Rapport d’analyse du cadre institutionnel et organisationnel et du contexte socio-culturel | 10ème jour | 20% | | Guide méthodologique pour la prise en compte du genre chez les Peuples Autochtones en matière de changement climatique | 14ème jour | 10% | | Plan de renforcement de la résilience | 18ème jour | 40% | | Rapport de la mission | 20ème jour | 20% | |

**4. Durée de la mission**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat alloué au consultant international sera de 20H/J répartis sur 50 jours calendaires afin de permettre au PNUD et aux partenaires concernés d’apporter leurs observations sur le rapport et organiser l’atelier de restitution. |

**5. Profiles**

|  |
| --- |
| *Education et expériences*  **Education :**   * Master ou plus en sciences sociales (Sociologie et Anthropologie) ou environnementales, en sciences de développement ou domaines connexes.   **Expérience :**   * Minimum de 8 années d'expériences professionnelles dans le domaine du développement, axées sur les questions climatiques ou de gestion de l’environnement, et le genre   **Langues Requises :** Une bonne maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance du Lingala, Kikongo et/ou Swahili est un atout. |

**6. Documents constitutifs de l’offre**

|  |
| --- |
| Les consultants intéressés doivent inclure dans leurs offres les documents/informations ci-dessous :    **1. Proposition technique :**  (i) Une présentation du consultant et de ses motivations pour la mission,  (ii) Une proposition de la méthodologie de travail pour l’accomplissement de la mission et un chronogramme d´exécution de la mission  (Iii) Un CV actualisé, incluant les expériences passées dans des projets similaires, avec au moins trois références  **2. Lettre d´offre avec une proposition financière**  La proposition financière doit suivre le format officiel du PNUD « Individual Contract Offerors Letter to UNDP Confirming Interest and Availability » - Annexe 2. |

**7. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Evaluation**  L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.  Le marché sera attribué au/à la Consultant (e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).   1. *Les propositions techniques*   Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :   |  |  | | --- | --- | | **Critères d´évaluation** | **Points** | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle master ou plus en sciences sociales (Sociologie et Anthropologie) ou environnementales, en sciences de développement ou domaines connexes ? | 15 | | Le/la soumissionnaire a-t-il/elle au moins 8 ans d´expérience professionnelle dans le domaine du développement (20 points), axées sur les questions climatiques ou de gestion de l’environnement (15 points), et le genre (15 points) ? | 50 | | La méthodologie proposée est-elle claire et appropriée aux produits décrits/attendus dans les termes de référence ? | 20 | | Le chronogramme proposé est-il cohérent et réaliste pour garantir la réalisation effective des principaux livrables attendus de la mission comme explicité dans les TDR ? | 15 | | **Total note proposition technique** | **100** |   **Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.**   1. *Les propositions financières*   Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.  Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :  ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante)/Offre financière de A] x 30***  **Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**  ***Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale combinée de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.*** |

**8. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.  Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat). |

**ANNEXES**

**ANNEX 1 – Termes et Conditions des contrats IC (Individual Contracts)**

****

**ANNEX 2 – Lettre d´Offre (format proposition financière)**

****

1. <https://donnees.banquemondiale.org/> [↑](#footnote-ref-1)